

ACUERDO BILATERAL

Clasificación: 100-2011

Fecha de Ingreso: 16 de febrero de 2012

Nombre del Acuerdo: Protocole d'Accord relatif à une contribution français au fonds commun d'appui au processus électoral en Haïti entre Le Gouvernement de la République Française représenté par Monsieur Pierre Henri Guignard, Représentant Permanent après de l'Organisation des États Américains et Le Secrétariat General de l'Organisation des États Américains représentée par Monsieur Jose Miguel Insulza Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains.

Materia: Protocole d'Accord relatif à une contribution français au fonds commun d'appui au processus électoral en Haïti

Partes: SG/ Le Gouvernement de la République Française représenté

Referencia: Le Gouvernement de la République Française représenté

Fecha de Firma: 21 de octubre de 2010

Fecha de Inicio

Fecha de Terminación

Lugar de Firma:

Unidad Encargada: Departamento de Asuntos Internacionales

Persona Encargada:

Original

Claves

Cierres del proceso

PROTOCOLE D'ACCORD

**relatif à une contribution française au fonds commun
d'appui au processus électoral en Haïti**

Entre

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
représenté par Monsieur Pierre Henri GUIGNARD,
Représentant Permanent auprès de l'Organisation des Etats Américains**

et

**LE SECRETARIAT GENERAL DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS
représentée par Monsieur Jose Miguel INSULZA
Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains**

CONSIDERANT que le Gouvernement de la République française s'engage par le présent Accord à verser des fonds à l'Organisation des Etats Américains (« OEA ») afin de fournir un appui au processus électoral en Haïti

CONSIDERANT QUE LES Partenaires au Développement ont désigné l'Organisation des Etats Américains pour gérer le Fonds Commun d'Appui au processus électoral

CONSIDERANT qu'il est entendu que le fonds commun d'appui au processus électoral sera utilisé exclusivement pour financer les actions prévues dans le cadre du programme d'appui au processus électoral

CONSIDERANT que le SG/OEA est l'organisme centrale et permanente de l'Organisation des Etats Américains (« OEA ») avec la faculté d'établir et fomenter relations de coopération conformément avec l'article 112(h) de la Charte de l'OEA et avec la Résolution de l'Assemblée générale numéro AG/RES 57 (I-O/71)

Le Gouvernement de la République Française, représenté par Monsieur Pierre Henri GUIGNARD, Ambassadeur,

d'une part

et

l'OEA, représentée par Monsieur Jose Miguel INSULZA, Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains,

d'autre part

sont convenus ce qui suit :

Article 1 :

Le Gouvernement de la République française, donateur, versera à l'OEA, par l'intermédiaire de la Trésorerie de l'Ambassade de France à Washington, en une seule tranche, par virement bancaire à l'ordre de : « General Secretariat to the OAS », Bank of America, account number 002080125354, swift code : bofaus3n, routing : 0260-0959-3, le plus rapidement possible, après la signature du présent protocole d'accord, une contribution d'un montant total de 200 000 € (deux cent mille euros). La durée de validité du protocole est d'un an à compter de la date de sa signature.

Article 2 :

L'OEA gèrera la contribution par l'intermédiaire du Fonds Commun d'appui au processus électoral conformément aux dispositions du protocole visé supra.

Article 3 :

La contribution d'un montant de 200 000 € (deux cent mille euros) sera affectée à l'appui à la Mission d'observation du processus électoral en Haïti, dans le cadre du budget global donné en annexe.

Article 4 :

Le donateur paiera la contribution en un seul versement, après la signature de cet Accord financier, au profit de l'OEA (Mission d'Appui au processus électoral en Haïti).

Article 5 :

L'OEA informera la Représentation permanente de la France dès que le paiement de la contribution aura été effectué en indiquant les détails du paiement par courrier électronique à l'adresse suivante : gerard.guillet@diplomatie.gouv.fr

Article 6 :

La contribution sera utilisée exclusivement pour les activités auxquelles elle est destinée, comme indiqué au paragraphe 3.

Article 7 :

L'OEA fournira au donateur, représenté par la Représentation permanente de la France auprès de l'OEA les rapports suivants établis conformément aux procédures comptables et aux procédures d'établissement des rapports de l'OEA

- a. Un rapport sur l'état d'avancement du projet, ainsi que les budgets approuvés s'y référant. Ce rapport sera transmis sur une base annuelle pendant toute la durée de cet accord financier par l'OEA.
- b. Un état financier présenté au plus tard six mois après la clôture du projet émanant de l'OEA.
- c. Un rapport final résumant les activités des programmes ou projets, ainsi que les données financières provisoires s'y référant. Ce rapport sera transmis par l'OEA dans les six mois suivant la date d'achèvement ou d'abrogation de cet Accord.

Article 8 :

A l'issue des consultations entre le donateur et l'OEA, et à condition que les versements déjà reçus, ainsi que les autres fonds à la disposition du projet, suffisent pour régler tous les engagements découlant de la réalisation du projet, le présent Accord pourra être dénoncé par l'OEA ou par le donateur. L'Accord cessera de produire ses effets 30 (trente) jours après la date de la notification écrite par l'une des Parties à l'autre Partie de sa décision de dénoncer l'Accord.

Article 9 :

Nonobstant la résiliation, en tout ou partie, du présent Accord, l'OEA continuera de conserver jusqu'à la date de la résiliation les paiements non utilisés jusqu'à ce que tous les engagements et obligations financières assumés dans le cadre de l'exécution, en tout ou partie, du projet (à propos duquel le présent Accord a été résilié), aient été acquittés et que les activités relevant des programmes ou projets aient été menées à bonne fin.

Article 10 :

Le présent Accord entrera en vigueur lors de sa signature par le donateur et l'OEA et une fois le paiement de la contribution effectué.

Article 11 :

La durée d'exécution du présent protocole est fixée à la durée globale du processus électoral à compter de son entrée en vigueur. Les fonds qui demeureraient non engagés à cette date devront être restitués au Trésor français, ainsi que ceux qui ne respectent pas l'objet du protocole.

Article 12 :

La mise en œuvre de cet Accord s'effectuera sous l'autorité du Secrétaire général de l'OEA, et de l'Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de l'OEA, pour le compte du Gouvernement de la République française.

Article 13 :

Rien dans le présent Accord ne doit être interprété comme une renonciation expresse ou implicite des privilèges et immunités que jouaient les Parties en vertu des accords et lois sur cette matière et les termes du droit international.

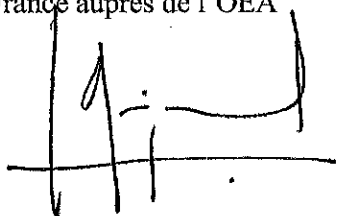
Article 14 :

Les Parties tenteront de régler au moyen de négociations directes tout différend qui pourrait survenir concernant l'interprétation et/ou l'application du présent Accord. Si les négociations n'amènent pas le règlement du différend, la question sera soumise à une procédure alternative de règlement des différends dont les représentants dûment autorisés des Parties auront convenu ensemble.

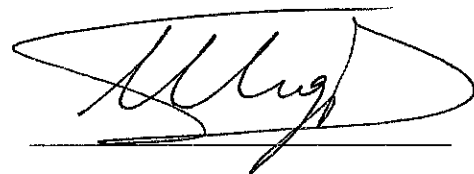
EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en trois exemplaires originaux établis en langue française.

Fait à Washington, DC, Etats-Unis d'Amérique, le ..21 Octobre 2010

Pour le donateur
L'Ambassadeur, Représentant permanent
de la France auprès de l'OEA



Pour l'OEA
Le Secrétaire Général



PROCOLO DE ACUERDO

**relativo a una contribución de Francia al Fondo Común
de Apoyo al Proceso Electoral en Haití**

entre

**EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA
representado por el señor Pierre Henri GUIGNARD,
Representante Permanente ante la Organización de los Estados Americanos**

y

**LA SECRETARÍA GENERAL DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS
AMERICANOS
representada por el señor José Miguel INSULZA
Secretario General de la Organización de los Estados Americanos**

CONSIDERANDO que, mediante el presente Acuerdo, el Gobierno de la República Francesa se compromete a entregar fondos a la Organización de los Estados Americanos (OEA) con el fin de apoyar el proceso electoral en Haití,

CONSIDERANDO que los Aliados para el Desarrollo han designado a la Organización de los Estados Americanos como gestor del Fondo Común de Apoyo al Proceso Electoral en Haití,

CONSIDERANDO que queda entendido que el Fondo Común de Apoyo al Proceso Electoral será utilizado exclusivamente para financiar las actividades previstas en el programa de apoyo al proceso electoral,

CONSIDERANDO que la SG/OEA es el órgano central y permanente de la Organización de los Estados Americanos (OEA), facultado para establecer y fomentar relaciones de cooperación conforme al inciso (h) del artículo 112 de la Carta de la OEA y a la resolución de la Asamblea General AG/RES. 57 (I-O/71),

El Gobierno de la República Francesa, representado por el señor Pierre Henri GUIGNARD, Embajador,

por una parte

y

la OEA, representada por el señor José Miguel INSULZA, Secretario General de la Organización de los Estados Americanos,

por la otra

acuerdan lo siguiente:

Artículo 1:

El Gobierno de la República Francesa, donante, entregará a la OEA, a través de la Tesorería de la Embajada de Francia en Washington, en un solo pago, a la cuenta bancaria de la Secretaría General de la OEA, Bank of America account number: 002080125354, swift code: bofaus3n, routing: 0260-0959-3, lo más pronto posible, luego de la firma del presente protocolo de acuerdo, una contribución total que asciende a €200.000 (doscientos mil euros). La duración de la validez de este Protocolo será de un año a partir de la fecha de su firma.

Artículo 2:

La OEA gestionará la contribución a través del Fondo Común de Apoyo al Proceso Electoral en Haití conforme a las disposiciones del protocolo descrito anteriormente.

Artículo 3:

La contribución total de €200.000 (doscientos mil euros) será destinada a apoyar la Misión de Observación del proceso electoral en Haití, en el marco del presupuesto global anexo al presente.

Artículo 4:

El donante hará la contribución en una sola entrega, tras la firma del presente acuerdo financiero, en beneficio de la OEA: Misión de Apoyo al Proceso Electoral en Haití.

Artículo 5:

La OEA informará a la Representación Permanente de Francia cuando se haya efectuado la entrega de la contribución e indicará los detalles de dicha entrega, por correo electrónico a la siguiente dirección: gerard.guillet@diplomatie.gouv.fr

Artículo 6:

La contribución será utilizada exclusivamente para las actividades a las que está destinada, como se indica en el artículo 3.

Artículo 7:

La OEA proporcionará al donante, a través del Representante Permanente de Francia ante la OEA, los siguientes informes conforme a los procedimientos contables y a los de la propia OEA:

- a. Un informe sobre el avance del proyecto así como los presupuestos aprobados del mismo. Este informe será enviado cada año por la OEA durante la vigencia del presente acuerdo financiero.
- b. Un estado financiero presentado a más tardar seis meses después del cierre del proyecto de la OEA.
- c. Un informe final en el que se resuman las actividades de los programas o proyectos así como los datos financieros provisionales del mismo. Este informe será transmitido por la OEA en los seis meses posteriores a la fecha de conclusión o abrogación del presente acuerdo.

Artículo 8:

Tras consultas entre el donante y la OEA y con la condición de que los fondos ya recibidos así como otros fondos a disposición del proyecto sean suficientes para pagar todos los compromisos resultantes de la implementación del proyecto, la OEA o el donante podrá dar por terminado el presente acuerdo. El presente acuerdo dejará de surtir efecto treinta (30) días después de la fecha de notificación por escrito por una de las partes a la otra de su decisión de dar por terminado el presente acuerdo.

Artículo 9:

No obstante la anulación total o parcial del presente acuerdo, la OEA seguirá conservando, hasta la fecha de la anulación, los pagos no utilizados hasta que todas obligaciones financieras y compromisos asumidos conforme a la ejecución, total o parcial, del proyecto (por cuya razón se anuló el presente acuerdo) hayan sido saldados y que las actividades relativas a los programas o proyectos hayan concluido satisfactoriamente.

Artículo 10:

El presente acuerdo entrará en vigor a la firma por parte del donante y de la OEA y una vez que se haya efectuado la entrega de la contribución.

Artículo 11:

El período de vigencia del presente protocolo estará sujeto a la duración general del proceso electoral a partir de su entrada en vigor. Los fondos que no hayan sido comprometidos en esta fecha deberán ser devueltos a la Tesorería de la República Francesa, así como los que no cumplan con el propósito de este protocolo.

Artículo 12:

La ejecución del presente acuerdo se hará bajo la autoridad del Secretario General de la OEA y del Embajador, Representante Permanente de Francia ante la OEA, en nombre del Gobierno de la República Francesa.

Artículo 13:

Nada del presente acuerdo podrá ser interpretado como una renuncia explícita o implícita de los privilegios e inmunidades de los que gozan las Partes en virtud de los acuerdos y leyes sobre la materia y los términos del derecho internacional.

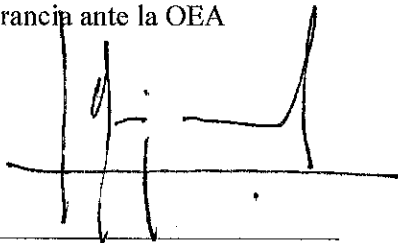
Artículo 14:

Las Partes tratarán de solucionar mediante negociaciones directas toda controversia que pudiera surgir con respecto a la interpretación o aplicación del presente acuerdo. Si en las negociaciones no se llegaran a salvar las diferencias, la cuestión será sometida a un proceso alternativo de solución de controversias que hayan convenido juntos los representantes debidamente autorizados de las Partes.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los suscritos, debidamente autorizados para este efecto, han firmado el presente acuerdo en tres ejemplares originales en francés.

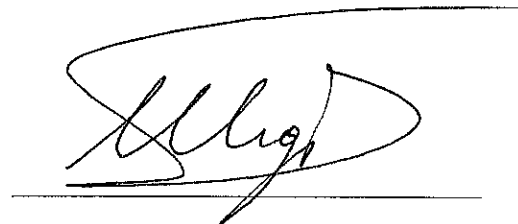
Washington, D. C., Estados Unidos de América, el 21 de octubre de 2010

Por el donante
El Embajador, Representante Permanente
de Francia ante la OEA



A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and horizontal strokes, positioned above a horizontal line.

Por la OEA
El Secretario General



A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping initial 'S' followed by cursive letters, positioned above a horizontal line.

